

Intervention de Madame Nicole Fontaine lors du lancement du
Portail de l'Arc Méditerranéen latin, le 12 juin 2008 à Nice.

Monsieur le Président Dominique Estève,

Mesdames et messieurs les Présidents des Chambre de commerce
et d'industrie,

cher amis, queridos amigos, cari amici,

Merci cher Dominique Estève de m'avoir associée à cette belle
manifestation du lancement du Portail de l'Arc Méditerranéen
Latin.

Je suis impressionnée par l'ambition de ce projet, son contenu et
le nombre de partenaires qu'il regroupe. 18 régions de France,
d'Italie et d'Espagne et qui plus est des partenaires chers à mon
cœur! Car permettez-moi cette évocation personnelle: je puis
vous dire que tout au long de mon parcours au Parlement
européen, notamment à la Présidence, mes liens avec les
espagnols et les italiens ont été et demeurent particulièrement
étroits.

Votre volonté commune de mettre en valeur cette partie du bassin méditerranéen mérite à coups sûrs d'être encouragée, d'où le fait que l'Union européenne cofinance votre projet, et tel est aussi - au delà de l'amitié - la raison de ma présence avec vous cet après-midi.

Votre initiative s'inscrit d'ailleurs dans une actualité forte: la création prochaine d'une Union pour la méditerranée sous l'impulsion du Président Nicolas Sarkozy.

Soyons lucides: le projet politique est lourd à porter: du côté de nos partenaires européens, notamment l'Allemagne, cette idée fût incomprise et combattue dans un premier temps de crainte qu'elle ne divise les Etats membres; du côté de nos partenaires du Sud, le conflit israélo-palestinien hypothèque gravement le climat. Aujourd'hui l'Union pour la méditerranée est acceptée par l'ensemble des Etats membres de l'Union mais à condition qu'elle soit une occasion de donner un regain de vitalité et de visibilité au processus initié à Barcelone en 1995.

Ainsi, le Processus de Barcelone n'est pas remplacé mais porté à un niveau plus élevé, dans son contenu comme dans son fonctionnement.

Le 13 juillet prochain, dans une réunion informelle qui se tiendra à Paris, sous présidence française de l'Union européenne, les chefs d'Etat et de gouvernement des pays de l'Union et des pays de la rive Sud de la Méditerranée s'accorderont sur un certain nombre de projets dans lesquels il vous sera proposé de vous investir.

En effet, les premiers projets auxquels se consacreront européens et Méditerranéens porteront **sur l'environnement**.

Vous le savez mieux que quiconque, les déchets urbains, les eaux usées, les émissions industrielles menacent les rives et les espèces marines et nous sommes tous ici d'accord pour préserver la beauté de nos paysages, la qualité de vie de nos cités riveraines, et aussi, les activités de pêche. Par ailleurs, tous les pays s'accordent aujourd'hui sur la nécessité de lutter contre les causes du réchauffement climatique en réduisant nos émissions de gaz à effet de serre de 20% d'ici à 2020 et en diversifiant nos sources d'approvisionnement en énergie pour réduire notre

dépendance à l'égard des pays tiers. Ce sujet est d'ailleurs l'une des 4 priorités de la Présidence française et très concrètement, je peux dès à présent attirer votre attention sur un **plan de développement de l'énergie solaire actuellement en gestation**, et susceptibles d'intéresser les PME comme les grandes entreprises.

En matière de transports, 3 exigences ont été identifiées:

- La sécurité maritime en Méditerranée qu'il faut renforcer. Pour cela, un programme de formation et d'assistance technique pourrait être mis en place sous l'égide de l'Agence européenne de sécurité maritime.
- **La lutte contre les marées noires.** Actuellement, en cas de marée noire en Méditerranée, l'Europe se trouve confrontée au paradoxe de ne pouvoir aller pomper le pétrole qui serait répandu dans les eaux des pays tiers alors même que les nappes dériveraient vers les côtes européennes. Pourquoi donc ne pas étendre les compétences de l'Agence européenne de sécurité maritime à l'ensemble des pays du pourtour méditerranéen? C'est une mesure qui traduirait concrètement la solidarité de l'Union européenne : une

proposition dans ce sens pourrait être présentée d'ici à 2009.

- **Les autoroutes de la mer** qu'il faut renforcer afin qu'elles puissent progressivement compléter le transport du fret sur des voies routières déjà saturées. Pour permettre le lancement effectif des liaisons d'ici la fin 2009, il conviendra de sélectionner au plus vite les liaisons les plus pertinentes entre les différents ports du pourtour méditerranéen.

A cet égard, il n'est pas indifférent de souligner la toute récente nomination au portefeuille de Commissaire aux transports de l'italien Antonio Tajani qui succède au commissaire français Jacques Barrot que le Président Esteve avait récemment rencontré sur les sujets que je viens d'évoquer. Pour sa part, Jacques Barrot sera chargé du délicat dossier de l'immigration, sujet qui est également une priorité de la Présidence française.

Compte tenu des relations d'amitié qui sont les miennes avec le commissaire Tajani, collègue du Parlement européen depuis 15

ans, je caresse l'espoir qu'il nous fasse prochainement ici l'honneur de sa visite.

Dans le domaine de la protection civile, il nous faut renforcer la solidarité des pays du pourtour méditerranéen face aux risques naturels, notamment les incendies, et pour cela la création d'un **mécanisme efficace**, complémentaire du système européen, qui existe déjà, sera également une priorité.

Enfin, l'accent sera mis sur la formation des jeunes. Une coopération régionale à laquelle les patronats et les syndicats méditerranéens seront appelés à apporter leur concours, permettra le développement de métiers porteurs de développement durable parce qu'ils constituent une voie d'avenir pour les jeunes dans leur pays. Partout de nouveaux métiers sont à inventer, y compris dans le secteur de la recherche où il faut que l'Europe et la méditerranée, riches en talents, retrouvent leur pouvoir d'attractivité. L'Espace scientifique européen en sera un élément essentiel.

Ces perspectives, ces projets sont encourageants et mobilisateurs mais leur mise en place ne se fera pas en un jour et nous comptons sur vous pour contribuer à les mener à bien.

En effet, l'Union pour la Méditerranée requerra l'adhésion de tous -responsables politiques, économiques, acteurs de terrain. Au niveau politique, il est prévu que les chefs d'Etat et de gouvernement de l'ensemble des pays riverains de la Méditerranée et de l'Union européenne se réunissent tous les 2 ans dans le cadre de sommets. La première réunion solennelle se déroulera, comme je le mentionnais tout à l'heure, à Paris le 13 juillet prochain. A cette occasion, les représentants des Etats signeront une déclaration reprenant certains des projets que je viens d'énoncer. La coprésidence de ces sommets devrait être assurée par un pays du Nord et un pays de sud de la Méditerranée sur un pied d'égalité.

Selon le même principe, la France propose la création d'un secrétariat permanent composé d'une vingtaine de personnes issues des Etats partenaires et de la Commission européenne. Ce secrétariat sera chargé de lancer, dès la rentrée, des appels à

propositions, de sélectionner les projets, de les mettre en place et de suivre leur avancement. Les fonds nécessaires à leur financement devront provenir des institutions financières européennes mais aussi du secteur privé et des Etats membres.

Je conclurai en disant que l'Union pour la Méditerranée, constitue, chers amis, une chance d'étendre le projet et les initiatives de l'Arc Méditerranéen Latin à de nouveaux partenaires issus de l'autre rive de la méditerranée et je suis certaine que vous saurez saisir ces opportunités.

Mais je voudrais terminer avec une certaine gravité.

En ce moment où nous sommes réunis, nos amis irlandais sont en train de décider par référendum s'ils vont ratifier ou non le traité de Lisbonne. Ce soir, ou plutôt demain matin, nous connaissons le résultat.

Avec tous ceux qui aiment l'Europe, je souhaite de tout cœur que leur réponse soit OUI.

Je suis consciente qu'un NON ouvrirait une nouvelle crise dont l'UE mérite de faire l'économie.

Mais si, d'aventure, cela devait se produire, certes la déception et la tristesse serait grande mais la meilleure façon de surmonter

cet évènement serait d'avancer d'autant plus résolument dans nos projets communs, dans ceux qui nous ont réunis aujourd'hui et qui continueront à nous réunir indéfectiblement.

PAMELA illustre magnifiquement - car concrètement- la réussite de l'Union européenne, car c'est une réussite quoi qu'en disent certains, lorsque ses citoyens en sont les acteurs. PAMELA fait ainsi partie de la réalité vivante de l'Europe, celle qui lui donne son âme et sa raison d'exister.

Alors bon courage à tous !